

Après les Premières assises contre l'homophobie

Si les écoles ne font rien, elles deviennent complices. C'est ce qui est ressorti des « Premières Assises contre l'homophobie » qui se sont tenues à Genève les 4 et 5 septembre 2009. Il faut donc passer à l'action. Mais comment ? Entretien avec Guillaume Mandicourt.

Les insultes banalisées ou le mépris silencieux, les violences physiques parfois, le rejet souvent... Ces comportements aggravent le mal être des jeunes homosexuel-le-s. Ils souffrent deux fois plus de dépression que les autres groupes de jeunes et ont 3 à 5 fois plus de risque de tenter de se suicider. Les Premières Assises organisées à Genève ont réussi à mieux identifier la variété des actes et des comportements homophobes. Mais il ne suffit pas de les constater, comment les éviter ? Les réponses de Guillaume Mandicourt, de la Fédération genevoise des associations LGBT (lesbiennes, gays, bi et transsexuels).

Plus de 600 participants... L'objectif des Assises a-t-il été atteint ?

Guillaume Mandicourt : Oui, largement. Les débats ont été très riches et les politiques se sont impliqués. Le directeur du DIP, Charles Beer, et la secrétaire générale du DIP, Marianne Frischknecht, ont dit leur volonté d'agir dans les écoles. Cette volonté politique clairement affirmée est une excellente chose.

Concrètement ?

Le plan d'action du DIP passera par la formation des enseignants. Des modules de sensibilisation seront mis en place pour qu'ils sachent comment répondre aux élèves, comment prévenir certains comportements, à qui s'adresser en cas de problème.

Il y a aussi les clips vidéo présentés en primeur aux Assises...

Ces deux clips ont été filmés dans le prolongement du spectacle « Ma double vie » du [Théâtrechamp](#). Le travail a été mené par le Service de santé de la jeunesse pour la prévention en milieu scolaire sans consulter les associations LGBT, ce que nous regrettons. Mais ces clips sont un excellent outil qu'il faut maintenant utiliser.

Est-ce suffisant de les diffuser dans les cycles d'orientation ?

Les expériences faites au Canada ou en Espagne et les experts qui se sont exprimés aux Assises nous ont conforté dans notre idée que les clips ne sont pas suffisants. Ils permettent de faire passer les informations et c'est important. Mais pour désamorcer les comportements homophobes, il faut un travail pédagogique autour de ces films. Il faut aussi un débat pour que les élèves puissent mieux identifier les peurs souvent inconscientes qu'ils ressentent face à l'homosexualité.

Le DIP craint-il une forme de prosélytisme des associations LGBT dans les préaux ?

Je ne crois pas. Le DIP se montre ouvert à la discussion. Les interventions dans les écoles doivent en tout cas se faire de façon concertée avec les associations. Les spécialistes qui accueillent les jeunes dans nos permanences ont une expérience et des connaissances utiles. Le projet baptisé « Réseau d'allié-e-s » va d'ailleurs dans ce sens. Il permettra d'instituer une personne de référence dans tous les établissements scolaires. Cette personne pourra être une infirmière scolaire, un assistant-e social-e ou un-e enseignant-e. Elle sera formée pour répondre aux jeunes qui, actuellement, ne savent souvent pas à qui s'adresser et où obtenir des informations.

Propos recueillis par Marylou Rey